

Terrorisme. Que cache l'alerte maximale ?

Maroc

Posté par: lakil

Publiée le : 26/7/2007 15:21:48



Jamais les responsables marocains ne se sont autant mobilisés pour décréter le Maroc en danger terroriste. Après l'attentat d'Alger du 11 juillet (10 morts), on a tendance à y croire. Mais...

La nouvelle s'est répandue, vendredi soir, comme une traînée de poudre : le Maroc a officiellement décrété l'état d'alerte maximale pour parer au risque terroriste. Le communiqué du ministère de l'Intérieur n'explique pas davantage le risque en question, se contentant d'appeler à "la vigilance et à la mobilisation extrême". Aujourd'hui encore, et alors que le niveau d'alerte reste à son maximum, rien de bien

concret ne semble filtrer du département dirigé par Chakib Benmoussa. "Nous avons reçu des informations fiables sur le risque d'attentats terroristes au Maroc", se contente-t-on d'indiquer. Au-delà de la nature de ces "risques", qui reste de toute façon indéterminée, c'est plutôt l'emballage médiatico-politique, le timing et la conjonction de plusieurs petits événements qui font de cette "alerte" un véritable événement.

Tout a commencé le vendredi 6 juillet. Ce jour-là, Chakib Benmoussa a conduit, au siège du ministère de l'Intérieur, une réunion à laquelle pratiquement toute l'élite sécuritaire du royaume a été conviée. Même si la décision de tenir cette rencontre a été prise deux jours auparavant, certains responsables ont été convoqués à la dernière minute. Certains, comme cela nous a été confirmé, "ont même été obligés d'écourter précipitamment leurs vacances pour assister au speech de Benmoussa".

Plus étoffée quantitativement et qualitativement que les réunions qui avaient entouré les derniers attentats de Casablanca, en mars et avril 2007, celle du 6 juillet s'est soldée par l'émission du fameux communiqué. Elle a été relayée, les jours suivants, par d'autres réunions plus officieuses et le plus souvent en comité restreint, incluant même le dimanche. C'est qu'une autre rencontre était en préparation, et elle exigeait le feu vert direct du souverain : le déplacement d'une impressionnante délégation de sécuritaires marocains en Espagne. Mardi 10 juillet, donc, les Benmoussa, Mansouri, Laânegri, Benslimane, Hammouchi et autre Draï, accompagnés du ministre délégué aux Affaires étrangères, Taïb Fassi-Fihri, ont posé leurs valises à Madrid pour une séance de travail express avec leurs homologues espagnols. Le niveau élevé de la délégation marocaine, son caractère officiel, et le fait que le voyage a été dûment "enveloppé" par le déplacement parallèle d'autres élites de la police marocaine (des cadres de la Sûreté nationale et de multiples services de renseignement se sont rendus en Espagne un jour avant les officiels, et beaucoup ont prolongé leur séjour bien après le retour de ceux-ci) confèrent au périple madrilène un cadre exceptionnel.

Mais que sont donc partis faire tous ces officiels marocains et leur armada de proches collaborateurs ? "Ils ont évoqué la coopération bilatérale en matière de lutte anti-terroriste". En plus explicite, officiels marocains et espagnols ont débattu des moyens pour mieux contrôler le transit des MRE à partir de Madrid, et surtout les multiples réseaux de l'immigration clandestine. En outre, les Marocains ont surtout plaidé pour l'extradition de quatre membres présumés d'Al Qaïda, tous d'origine marocaine, arrêtés il y a quelques semaines en Espagne. Il est même possible, comme nous l'ont confirmé plusieurs sources, que le quatuor soit derrière le branle-bas de combat sécuritaire déclenché au Maroc.

Extraditions en attente

Les quatre hommes, âgés entre 23 et 32 ans, sont des membres supposés de l'ex-GSPC (Groupe salafiste pour la prédication et le combat), l'un des pendants les plus actifs d'Al Qaïda, désormais connu sous le nom d'Al Qaïda au Maghreb islamique. Leur arrestation aurait, si l'on en croit nos sources, révélé l'existence de plans d'attaques terroristes contre le Maroc. "Mais à côté des quatre personnes arrêtées, d'autres ont peut-être pu quitter le territoire espagnol pour s'introduire au Maroc", nous explique cette source. Chose pour le moment impossible à vérifier.

Toujours est-il que la délégation marocaine a bien tenté, le 10 juillet à Madrid, d'obtenir l'extradition rapide du quatuor. "Trop tôt", auraient répondu les Espagnols. Les Marocains, qui pistaient depuis quelque temps les quatre hommes, auraient quand même obtenu de participer, à Madrid même, à des séances d'interrogatoire. Il est intéressant d'ailleurs de relever que, pendant que policiers marocains et espagnols "cuisinaient" les quatre suspects à Madrid, un nouvel attentat terroriste secouait Lakharia (à 100 km Alger), portant la signature de l'ancien GSPC. Ce qui renforce, a priori, la crédibilité de la menace terroriste qui pèse (aussi) sur le Maroc.

Car le fait, aujourd'hui, est que le Maroc n'a effectué aucune grosse prise (à l'intérieur de ses frontières) qui justifierait l'état d'alerte décrété. "Toutes les interpellations effectuées récemment étaient plutôt liées aux réseaux de contrebande et d'immigration clandestine, le plus souvent par voie terrestre", nous explique cette source proche des milieux d'enquête. La seule nouveauté, en dehors de l'arrestation des quatre Marocains d'Espagne, serait l'obtention de nouvelles révélations de la bouche de deux des plus grosses prises de ces derniers mois : Saâd Houssaïni et l'un de ses plus fidèles lieutenants, Abdelaziz Habbouch. Qu'a dit donc de nouveau un Houssaïni ou un Habbouch que les enquêteurs ne savaient déjà ? Mystère.

Un QG américain au Maroc ?

La dernière fois que les autorités marocaines ont déclenché pareille alerte, c'était en mars-avril 2007, après les explosions de kamikazes à Casablanca. Aujourd'hui, et alors que les dispositifs de sécurité (barrages routiers, contrôles d'identité, renforcement en quantité des policiers en poste devant le Parlement, les ports, les ambassades, les hôtels, etc.) semblent plus flagrants, il n'y a eu -Dieu merci - guère d'attentat. Qu'est-ce à croire : que la menace a été exagérément gonflée à des fins purement politiques, comme certains le soutiennent ? Ou que le Maroc, pour des raisons sécuritaires bien compréhensibles, est en possession de renseignements réellement explosifs, mais sur lesquels il exercerait une forme de rétention ? Les deux thèses sont plausibles. On notera juste que tout ce remue-ménage intervient à quelques semaines des élections, où les islamistes partent grands favoris. Surtout, l'alerte générale a été décrétée peu de temps après les passages successifs de deux importantes personnalités américaines : le très médiatisé Robert Mueller, patron du FBI, et la plus discrète Frances Fargo Townsend, conseillère du président Bush, arrivée à Rabat le week-end dernier, pratiquement dans la foulée de la fameuse réunion au sommet du 6 juillet. Mueller et Townsend étaient probablement porteurs de renseignements déterminants sur le risque terroriste qui

pèse sur le royaume. Surtout, ils auraient, de source fiable, plaidé pour l'installation au Maroc d'un QG américain avancé, dédié à la lutte antiterroriste. Une sorte de base d'appui (pour les Américains) pour mieux contrôler tous les mouvements suspects qui troublent aussi bien le Maghreb que le Sahel. L'alerte générale que vit actuellement le royaume pourrait bien "normaliser" la présence éventuelle, dans le futur proche, d'un QG américain au Maroc. Ce n'est pour le moment qu'une théorie, une possibilité parmi d'autres, mais rien, absolument rien, ne semble - pour le moment - la contrecarrer.

TelQuel